



NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES

CHRISTINE DELPHY
L'EXPLOITATION
DOMESTIQUE
DIANA LEONARD

L'EXPLOITATION DOMESTIQUE

CHRISTINE DELPHY

DIANA LEONARD

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR ANNICK BOISSET

NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES

- Andra Dworkin, *Coïts*, 2019
Collectif Mwasi, *Afrofem*, 2018
Michaël Lessard et Suzanne Zaccour, *Manuel de grammaire non sexiste*, 2018
Claudine Legardinier, *Prostitution: une guerre contre les femmes*, 2015
Trine Rogg Korsvik et Ane Stø (coord.), *Elles ont fait reculer l'industrie du sexe*, 2015
Christine Delphy, *Pour une théorie générale de l'exploitation*, 2015
Sandrine Ricci, *Avant de tuer les femmes, vous devez les violer!*, 2014
John Stoltenberg, *Refuser d'être un homme*, 2013
Christine Delphy, *L'Ennemi principal*
t. 1. *L'Économie politique du patriarcat*, 2013 (1997)
t. 2. *Penser le genre*, 2013 (2001)
Christine Delphy (coord.), *Un Troussage de domestique*, 2011
Irène Jonas, *Toi Tarzan, moi Jane*, 2011
Christine Delphy, *Un Universalisme si particulier*, 2010
Patrizia Romito, *Un Silence de mortes*, 2006
Efi Avdela, *Le Genre entre classe et nation*, 2006
Catherine Deudon, *Un Mouvement à soi*, 2003
Christine Delphy et Sylvie Chaperon, *Cinquantenaire du Deuxième sexe*, 2002

<http://delphysyllepse.wordpress.com/>

www.syllepse.net

© ÉDITIONS SYLLEPSE. 2019 POUR LA TRADUCTION FRANÇAISE

69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS (FRANCE)

EDITION@SYLLEPSE.NET

WWW.SYLLEPSE.NET

ISBN : 978-2-84950-738-4

FAMILIAR EXPLOITATION: A NEW ANALYSIS OF MARRIAGE IN CONTEMPORARY WESTERN SOCIETIES, 1992,

POLITY PRESS, 65 BRIDGE STREET, CAMBRIDGE, CB2 1UR, UK

COUVERTURE : EXTRAIT DE LA JAQUETTE D'UN LIVRE SCOLAIRE, « CLASSE DE FIN D'ÉTUDES, ÉCOLE URBAINE DE FILLES », PARIS, HACHETTE, 1958 (COLLECTION PARTICULIÈRE, DR).

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

CHAPITRE 1

FÉMINISME ET FAMILLE

17

LA PREMIÈRE VAGUE DU FÉMINISME : 1850-1920

ENTRE LES DEUX VAGUES : 1920-1968

LA DEUXIÈME VAGUE DU FÉMINISME : 1968-1990

LA SUBORDINATION DES FEMMES : ANALYSES

TRAVAIL DES FEMMES DANS LA FAMILLE ET RAPPORTS DE TRAVAIL SUR LE MARCHÉ

CHAPITRE 2

ANALYSE DES MARXISTES TRADITIONNELS : L'OPPRESSION DES FEMMES DANS LA FAMILLE CONSIDÉRÉE COMME FAISANT PARTIE DU CAPITALISME

53

« LES FEMMES SONT OPPRIMÉES MAIS PAS EXPLOITÉES »

LA FIN ET LES MOYENS DE L'EXPLOITATION

CONCLUSION

CHAPITRE 3

TOUJOURS CAPITALISTE ? LES POINTS DE VUE FÉMINISTES MARXISTES SUR LA FAMILLE

81

LE DÉBAT SUR LE TRAVAIL DOMESTIQUE

PRODUCTION ET REPRODUCTION

LA THÉORIE DES DEUX SYSTÈMES

CONCLUSION

CHAPITRE 4

UNE NOUVELLE APPROCHE THÉORIQUE DE LA FAMILLE OCCIDENTALE

113

LE TRAVAIL MÉNAGER EST-IL GRATUIT PARCE QU'IL A QUELQUE CHOSE DE PARTICULIER ?

QUEL TRAVAIL POUR L'AUTOCONSOMMATION DANS LES MÉNAGES EST CONSIDÉRÉ COMME PRODUCTIF

(ET LEQUEL EST CONSIDÉRÉ COMME IMPRODUCTIF) ?

CONCLUSION

CHAPITRE 5	
LA FAMILLE EN TANT QUE SYSTÈME ÉCONOMIQUE : IDÉES FAUSSES COMMUNÉMENT RÉPANDUES	153
LES CARACTÉRISTIQUES DE LA FAMILLE EN TANT QUE SYSTÈME ÉCONOMIQUE	
CONFUSIONS ET CLARIFICATIONS	
CHAPITRE 6	
LA FAMILLE EN TANT QUE SYSTÈME ÉCONOMIQUE : APPROCHE THÉORIQUE	183
LA PRODUCTION DANS LES MÉNAGES BASÉS SUR LA FAMILLE	
LA GESTION DU TRAVAIL FAMILIAL	
DES FORMES PARTICULIÈRES DE TRAVAIL QUI SONT DES RÉTRIBUTIONS EN SOI	
LA CONSOMMATION DANS LES FAMILLES	
COMMENT LES DIFFÉRENCES DANS LA CONSOMMATION FAMILIALE SONT MAINTENUES	
LA TRANSMISSION DANS LA FAMILLE	
CONCLUSION	
CHAPITRE 7	
LA DIVERSITÉ DU TRAVAIL DOMESTIQUE FAIT PAR LES FEMMES	229
COMMENT LES FEMMES CONTRIBUENT AU TRAVAIL ET AUX LOISIRS DE LEURS ÉPOUX	
DANS QUELLE MESURE LES MARIS CONTRIBUENT-ILS AU TRAVAIL ET AUX LOISIRS DE LEURS ÉPOUSES ?	
LE TRAVAIL DOMESTIQUE MÉNAGER	
COMMENT LES MARIS STRUCTURENT LES VIES DE LEURS ÉPOUSES	
COMMENT LES ÉPOUSES STRUCTURENT LES VIES DE LEURS MARIS	
COMMENTAIRES DE CONCLUSION	
CONCLUSION	271
BIBLIOGRAPHIE	287
INDEX	307

Je remercie Annick Boisset, Francis Dupuis-Déri et Sylvie Tissot pour leur relecture attentive et leurs suggestions.

Ce livre est dédié à ma sœur, Françoise Delphy, à ma mère, Andrée Lebreton-Delphy, et à mon père, André Delphy.

AVANT-PROPOS

Ce livre est la version française de *Familiar Exploitation: A New Analysis of Marriage in Contemporary Western Societies*, publié en Angleterre en 1992, que nous avons écrit à deux, Diana Leonard et moi.

Nous nous étions rencontrées au premier colloque de l'Association britannique de sociologie portant sur les «divisions sexuelles», qui s'est tenu au printemps 1974 à Aberdeen (Écosse). Après ma communication, elle est venue me parler.

C'était le début d'un long dialogue. Après le colloque, Diana m'a invitée à passer quelques jours chez elle à Londres. Et nous avons parlé, parlé. C'était merveilleux, car nous nous complétions, et nous étions d'accord sur tout. Et très vite nous avons décidé d'écrire un livre ensemble. Diana venait à Paris, j'allais à Londres, et nous nous téléphonions chaque semaine (au moins). Mon premier livre fut publié en anglais, en 1984: *Close to Home*, un recueil d'articles traduits par Diana, republié ensuite par divers éditeurs, et en 2016 par Verso.

Ce même recueil ne trouva pas d'éditeur en France, jusqu'en 1998, quand je rencontrai les éditions Syllepse. *L'Ennemi principal*, dont le premier tome inclut les articles publiés en anglais dans *Close to Home* et le second tome des articles ultérieurs, fut donc publié quatorze ans plus tard que *Close to Home*. Entre temps, *Close to Home* avait été traduit en espagnol, en turc, en japonais, et en partie en polonais. Diana enseignait à l'Institut pour l'éducation de l'Université de Londres, et était souvent professeure invitée dans d'autres universités. Elle enseignait aussi à la Open University. Elle a participé à la création du Centre de recherche et de ressources, qui s'appelle aujourd'hui The Feminist Library.

De 1975 à 1977, Diana et moi avons mis sur pied un petit groupe franco-anglais de sociologues et nous avons obtenu un léger financement pour payer des voyages entre la France et l'Angleterre de la «Maison des sciences humaines» (rebaptisée depuis par Maurice Godelier «Maison des sciences de l'Homme»).

Les discussions portaient sur l'oppression des femmes, et Diana et moi défendions la théorie selon laquelle on ne peut pas expliquer l'exploitation domestique des femmes par le capitalisme.

C'est avec quelques-unes des Françaises participant à ce groupe que nous avons fondé, en 1977, la revue *Questions féministes*. Ce premier comité de rédaction inventa, et lança dans le mouvement féministe, la démarche matérialiste, et ne l'abandonna jamais. Elle s'exprime aujourd'hui dans la revue *Nouvelles questions féministes*. En revanche, quand *Familiar Exploitation* fut publié en anglais, en 1992 donc, il ne figurait plus dans les catalogues des éditeurs sous la rubrique «théorie». Car entre-temps, les gauches anglophones – américaine et anglaise – avaient remplacé le marxisme et le matérialisme par ce qu'elles appelèrent «*French theory*» ou «*Discourse theory*». Traduisant littéralement le mot français «discours», qui désigne beaucoup de choses, elles remplirent ce mot jamais utilisé en anglais d'un sens très particulier qui n'utilisait que les écrits de Foucault, Derrida, et leurs disciples.

Les intellectuelles féministes se rallièrent à cette théorie «française», et appelèrent ce changement de paradigme le «tournant culturel». C'étaient les mots et les idéologies qui venaient en premier et expliquaient les faits et les oppressions. Rien de nouveau à vrai dire : plutôt une résurgence de l'idéalisme, qui n'avait jamais disparu, y compris chez les marxistes, et contre lequel je me battais depuis longtemps (et je n'ai pas fini).

Au début des années 2000, Diana fut atteinte d'un cancer, et elle en mourut en 2010. Je mis longtemps à accepter l'idée que la version française du livre devrait se faire sans elle. En 2014 cependant, je rencontrai Annick Boisset, qui me proposa de traduire l'ouvrage. Je veux ici la remercier, car sans son précieux travail, je n'aurais jamais entrepris cette traduction. Ensuite, pendant quatre ans nous avons beaucoup relu et peaufiné le texte français.

En anglais, le livre s'appelle *Familiar exploitation*, jouant sur le mot «*Familiar*» qui signifie «familiale» et «familiale». C'est un type d'exploitation particulier, qui n'est ni de l'esclavage, bien qu'il y ressemble, ni du servage, bien qu'il y ressemble, mais qui trouve sa base légale et coutumière – quelle que soit la loi ou la coutume – dans le mariage : le patriarcat. Nous précisons que nous n'avons traité que le patriarcat des sociétés industrielles, un patriarcat moderne en quelque sorte.

Mais peut-être pas tout à fait assez «moderne». En remontant dans le temps – le temps très court de notre histoire occidentale, deux mille à trois mille ans – nous voyons un patriarcat ancien, qui avait certainement des aspects différents du nôtre, mais qui avait aussi un trait commun avec le nôtre: les femmes ne comptaient pas. Enfin si, elles comptaient, mais comme biens, possessions, instruments. En regardant le monde aujourd'hui, nous voyons la même chose; il n'existe pas une société où les femmes ne soient pas gouvernées, utilisées par les hommes: leurs hommes. Bien sûr, il y a des différences technologiques, et cette utilisation n'est pas strictement la même partout. Mais partout elles élèvent les enfants, les enfants des hommes, car elles n'ont souvent pas leur mot à dire sur l'opportunité d'être enceinte, au risque de leur vie, une treizième ou quatorzième fois; bien que ce soient elles qui en fassent les frais; elles qui meurent en couches – moins dans les pays riches, mais plus que d'avortements; et elles qui font la cuisine, le ménage, le lavage, le repassage, etc. et en plus les travaux d'«aide» à la profession de leur mari.

Encore aujourd'hui on peut se demander si les femmes comptent, et pour combien.

C'est le travail gratuit des femmes que j'ai caractérisé, dès mon premier article («L'ennemi principal», 1970, republié dans le livre du même nom en 1998) comme une exploitation totalement différente de l'exploitation capitaliste, laquelle était censée être la seule dans nos sociétés.

Cette exploitation, à laquelle on donne beaucoup de noms sauf le sien, que j'ai dénoncée très tôt, beaucoup de féministes ne voulaient pas la voir: certaines y voyaient des causes «naturelles» – les exploités ne manquent pas d'explications naturelles (dans certaines sociétés, les femmes porteraient les poids les plus lourds parce qu'elles «ont le crâne plus dur») – tandis que les autres prétendaient que le capitalisme en était la cause et le bénéficiaire.

Au Royaume-Uni, où j'allais régulièrement, et aussi aux États-Unis, dans les années 1974 à 1980, il y eut sur ce sujet un débat entre féministes: le «Domestic Labour Debate», le «DLD».

Ce débat est abordé dans le livre, et parcourt les trois premiers chapitres. On peut se demander pourquoi, puisqu'il n'y plus de DLD? Eh bien, on se tromperait en croyant que les thèses selon lesquelles

«c'est la faute au capitalisme» se sont évanouies ; en fait elles renaissent régulièrement¹.

Leur argumentation est d'une faiblesse insignifiante – j'ai lu dans les années 1970 et 1980 des articles soutenant qu'il ne pouvait pas y avoir de patriarcat, car cela supposait deux systèmes (le patriarcal et le capitaliste), ce qui était «inélégant». Cependant ces renaissances sporadiques proviennent de ce que des hommes mais aussi des femmes ne parviennent pas à penser qu'on pourrait exploiter les femmes «pour elles-mêmes»: non, il faut que des hommes soient aussi victimes de cette exploitation pour que celle-ci soit prise au sérieux, et tout simplement crédible («Nos amis et nous», tome 1 de *L'Ennemi principal*). Les femmes ne sont même pas dignes d'être exploitées.

Le concept de «harcèlement sexuel» a été forgé par Catharine MacKinnon en 1979. Lentement aux États-Unis, encore plus lentement en France, ce concept finit par s'imposer. Ce n'est qu'en 1986, après de nombreux procès menés et gagnés devant des tribunaux régionaux, que la Cour suprême des États-Unis reconnaît le harcèlement comme une discrimination fondée sur le sexe. Cela mettra bien plus longtemps en France, et cela reste une bataille. Mais les adversaires de ce concept, bien qu'ils existent encore – comme le prouve la honteuse tribune publiée au début de 2018 par cent femmes exigeant le «droit (pour les hommes) d'importuner (les femmes)» – sont en train de perdre du terrain.

Le mouvement «MeToo», né aux États-Unis après l'affaire Weinstein, a été repris en France, mais a été tout de suite vilipendé par des hommes. Dans les tribunaux, les hommes politiques, ou connus, bénéficient de la grande indulgence d'une justice patriarcale et obtiennent sans problème des non-lieux. Mais surtout la France reste engluée dans l'idée que ce qui est viol dans la plupart des pays occidentaux, est autre chose ici: la fameuse «séduction française». Pour le dénoncer il faut des «preuves matérielles» et les femmes sont toujours soupçonnées de ne dénoncer ces violences que par désir de «vengeance». Les femmes qui ont porté

1. Par exemple, on peut encore lire de nos jours que «globalement les hommes apparaissent ainsi comme chargés du travail de "production" des richesses dans la sphère publique définie par le capitalisme autour du salariat, alors que les femmes sont assignées à ce qu'on peut appeler la "reproduction", c'est-à-dire à l'entretien de la force de travail des salariés. Ce faisant, elles abaissent le coût, pour les employeurs, de l'emploi des hommes puisqu'en fournissant gratuitement de la lessive, de la cuisine, du ménage, des soins aux enfants, elles évitent à leurs conjoints des dépenses supplémentaires» (Dussuet, 2017).

plainte – les plaignantes – sont souvent appelées dans les médias « des accusatrices ».

En dépit de la mauvaise volonté des tribunaux, et du déni des lobbies masculinistes, la colère des femmes s'est exprimée de façon ouverte, rageuse aussi, le 24 novembre 2018, journée de mobilisation contre les violences masculines contre les femmes lancée par le mouvement NousToutes. Mais la majorité reste coite : comment se fait-il qu'en France, « pays de la galanterie », une telle explosion puisse arriver ? Les relations entre femmes et hommes ne sont-elles pas idylliques ? Certes des « dérangés » tuent une femme tous les trois jours, mais justement ce sont des « dérangés ».

On croyait le féminisme fini, passé de mode. Mais non. Des petits groupes de femmes se constituent, dans les villes comme dans les campagnes, pour parler entre elles : de leur vie quotidienne ; de l'injustice qui imprègne leurs rapports avec leurs maris, leurs petits amis ; du non-partage des tâches domestiques ; de leur épuisement ; de leur sexualité, des viols conjugaux. De la dépréciation, des « blagues » que nos maîtres trouvent si drôles, de leurs moues ironiques, de leurs regards libidineux, des « cot cot codec » lancés en pleine Assemblée nationale – parce que c'est une députée qui parle et qui doit préciser : « Je ne suis pas une poule. »

La continuité du mouvement a été assurée, par de nouveaux collectifs tels qu'Osez le féminisme, le groupe « F » et bien d'autres ; par l'arrivée sur scène de groupes de femmes racisées : les « Femmes dans la mosquée », Lallab, les Afro-Fem comme le collectif Mwasi, pour ne citer que ceux-là.

Il y a aussi des groupes créés il y a plus de vingt ans qui ont continué le combat en dépit de l'indifférence résolue des institutions et des médias. Où serions-nous aujourd'hui dans la lutte contre le viol et le harcèlement sans le collectif contre le viol et Emmanuelle Piet, sans l'AVFT et Maryline Baldeck, sans Muriel Salmona (et bien d'autres) ?

Oui ces groupes ont subsisté, lutté contre le découragement, continué malgré le manque de moyens. Mais lentement, leurs chiffres, leurs analyses, leur exposition de l'inertie, quand ce n'est pas de l'hostilité des pouvoirs – gouvernements, tribunaux, médias – ont fini par infuser dans la conscience d'un nombre de plus en plus grand de femmes.

Sans tout ce travail, cet acharnement, quasiment souterrain, cette merveilleuse manifestation du 24 novembre 2018 n'aurait pas pu se

produire, avec des slogans manifestant plus d'indignation que jamais, comme : «Ta main sur mon cul, ma main dans ta gueule.»

Dès 1976, le MLF avait organisé à Paris une grande journée contre le viol, qui était alors correctionnalisé, et non traité comme un crime. Mais même après la loi de 1980, qui en faisait plus explicitement un crime, le viol continua d'être correctionnalisé ; et maintenant, on parle de le faire systématiquement pour les «petits» crimes... dont le viol. Un amendement a été passé au printemps 2018 dans une loi sur les violences sexuelles qui rejette le principe, présent dans la plupart des Codes pénaux du monde occidental, de décréter qu'il ne peut pas y avoir de consentement avant un certain âge (variant selon les pays de 13 à 18 ans). Mais le Conseil d'État a recommandé de ne pas inclure cet amendement car il «pourrait être inconstitutionnel»... Et ce sont aux magistrats que l'on demande d'estimer si une petite fille est consentante ou non. En 1976, nous avons aussi organisé une petite manifestation contre la drague – disant que c'était du racolage : les prostituées étaient verbalisées parce qu'elles se montraient dans la rue, tandis que les hommes qui nous racolaient de façon active, dans la même rue, n'étaient, eux, pas verbalisés. Tout le temps de cette manifestation nous avons été harcelées par des hordes de journalistes-hommes agressifs : n'étions-nous pas flattées d'être ainsi suivies, interpellées et dérangées dans la rue ? Et comment les hommes devaient-ils faire alors, quand une femme leur plaisait ? Le commissaire qui nous a reçues, Carole Roussopoulos et moi, quand nous avons essayé de porter plainte contre le racolage par un homme, n'a jamais rien compris à ce que nous disions. Nous lui montrions le Code pénal, qui ne spécifiait pas le sexe, et il ne comprenait toujours pas.

MeToo, aux États-Unis ou en France ou ailleurs, ce n'est pas l'explosion inattendue et imprévisible d'un volcan dont on ne connaissait pas l'existence, comme l'ont dit les journaux. C'était sur le feu – à petit feu au début – depuis des décennies. Et avec Weinstein et MeToo, on est arrivées à l'ébullition : les viols ont commencé à être mentionnés dans les médias. Des femmes connues ont porté sur la place publique, à visage découvert, le harcèlement ou le viol qu'elles avaient subis.

La conscience que le harcèlement, le viol sont toujours des possibilités, des risques que nous encourons tous les jours, et que la police et la justice nous reprochent – ces violences à les entendre sont de notre faute : «Pourquoi êtes-vous sortie si tard ? Pourquoi étiez-vous habillée

de cette façon? Pourquoi avez-vous énervé votre mari? Vous deviez bien vous douter?», etc. Ainsi nous apprenons dans les commissariats qu'exercer notre liberté peut être puni par n'importe quel homme qui passe et qui plaidera qu'il a cru que nous étions consentantes, et les juges le soutiendront, car ils estiment que ce qui compte, c'est l'interprétation de l'agresseur. En témoignent les viols de mineures non condamnés parce que le violeur «la croyait plus âgée».

Nos parents nous avaient mises en garde mais d'une façon floue. C'est par les policiers et les juges que nous apprenons que notre liberté est à géométrie variable : que nous ne sommes pas des citoyennes à part entière. Dans le Code civil, le devoir conjugal a persisté, en dépit de la reconnaissance du viol conjugal, grâce à la «présomption de consentement». Celle-ci n'a été supprimée qu'en 2010.

Cette conscience que nous n'avons pas l'intégralité de nos droits, que notre liberté est sous conditions, est devenue de plus en plus vive, de plus en plus rouge. Ce statut spécial des femmes n'est pas une série d'accidents, c'est un fait structurel, comme l'est l'exploitation domestique. Bien sûr on ne peut distinguer laquelle de ces contraintes «vient en premier», détermine les autres : car c'est cette imbrication constante entre les différentes facettes d'un système qui en fait justement... un système. Le patriarcat.

Nous ne sommes pas des choses. Nous ne voulons plus être traitées comme une caste inférieure vouée «par nature» à servir une caste supérieure. Nous ne voulons plus être ni des objets sexuels, ni des bonnes à tout faire. Car les deux sont liés. Les sifflets dans la rue, les mains aux fesses, les «blagues» méprisantes, les viols, l'exploitation salariale, et l'exploitation domestique font partie de cette infériorité de fait. Le mouvement féministe s'est attaqué à l'exploitation salariale. Mais pas encore à l'exploitation domestique².

Or ces exploitations ne sont pas plus que les autres fondées sur les traits physiques des exploité·es. Comme les autres, ce sont des structures sociales. Et une structure sociale, ça se défait.

Non, nous ne sommes pas inférieures, mais c'est d'abord nous-mêmes qui devons, aujourd'hui encore, nous en convaincre.

Paris, le 21 décembre 2018

2. Voir le rôle de l'État dans ces exploitations dans «Par où attaquer le “partage inégal” du “travail ménager”» (Delphy, 2015).

CHAPITRE 1

FÉMINISME ET FAMILLE

Ce livre développe une nouvelle approche de la subordination des femmes dans les sociétés occidentales: une approche focalisée sur la famille, qui a souvent été reconnue comme l'un des principaux lieux d'inégalités entre les sexes; mais une approche différente, en ce qu'elle met en lumière la famille en tant que *système économique*. Elle révèle que les groupes domestiques ne sont pas seulement des ensembles aléatoires de personnes unies par des liens d'affection et de parenté, vivant ensemble et partageant les tâches indispensables afin de s'apporter un soutien matériel mutuel, dans un effort commun pour «s'en sortir dans la vie» mais plutôt, et même en priorité les parties constitutives d'un système de *rapports de travail* dont bénéficient les hommes, en exploitant le travail des femmes, et parfois celui de leurs enfants ou d'autres membres masculins de leur famille.

Notre démarche pour comprendre la subordination des femmes part donc d'une reconnaissance de ce qu'en Occident, les groupes domestiques sont composés, de façon caractéristique, d'un «chef» de sexe masculin «subvenant» aux besoins d'un certain nombre de dépendant-es, au moins une femme, son épouse, et peut-être également divers membres masculins ou féminins, dont il s'approprie et utilise le travail de diverses manières. Nous mettons en évidence la structure hiérarchique des groupes domestiques, et les «rapports de production» entre les membres de la famille. Mais nous soulignons aussi que ce qu'on échange – contre quoi et comment – à l'intérieur des rapports familiaux, diffère de ce qu'on échange – et de la forme que prend cet échange – dans les rapports de production du marché, qui existent à côté de la sphère domestique.

Sur ce dernier point, d'autres approches de la famille en tant que système économique se sont fourvoyées, parce qu'elles se sont limitées à une comparaison entre la famille et le marché, ou plutôt qu'elles n'ont fait que comparer la famille au marché. C'est-à-dire qu'elles n'ont pas

exploré les rapports économiques dans la famille elle-même. Elles ont pris le marché comme point de repère, et appliqué le vocabulaire des rapports de travail capitalistes aux rapports de travail dans la famille.

Ce qui signifie que tout ce qu'il y a de nocif dans le travail domestique a été constamment ignoré. Par exemple, quand on demande si les épouses obtiennent plus ou moins pour leur travail domestique qu'elles n'en obtiendraient sur le marché du travail, on oublie que la question de la grille des salaires n'existe même pas dans le travail familial. L'oppression dans la famille concerne des subordonné·es, des personnes dépendant·es pour lesquelles il est difficile – et même absolument impossible – de changer de père ou de mari, et qui sont obligées de faire, plutôt que des tâches définies, ce qui est exigé d'elles par des pères ou maris qui peuvent être violents ou violeurs. Les dépendantes familiales ne détiennent pas leur propre force de travail de la même manière que les chefs de famille détiennent la leur; et si elles et ils vendent leur travail, c'est dans des conditions différentes de celles des chefs de famille. Ou bien elles et ils ne reçoivent aucune somme d'argent, mis à part ce que leur chef de famille leur «donne»; ou bien, si elles et ils gagnent de l'argent, elles et ils ne le possèdent pas de la même manière que le chef de famille possède ce qu'il gagne.

Si ce qu'il y a de mauvais dans le travail familial est sans cesse oublié, en revanche, ce qu'il y a de mauvais dans le travail salarié est sans cesse rappelé. En conséquence, sans surprise, les gens finissent par dire que le travail familial n'est pas aussi nocif que le travail salarié. On ne comprend donc pas comment la famille contribue à la subordination permanente des femmes en général, ou pourquoi les femmes, quand on leur donne le choix, optent la plupart du temps pour un emploi: pour être payées plutôt qu'être «entretenu·es».

Notre approche de la famille peut donc déranger, car, comme le font d'autres féministes, nous nous intéressons autant à ce qu'il y a de mauvais qu'à ce qu'il y a de bon dans la famille: en l'occurrence, les mauvais (et les bons) aspects du travail familial. Ceci va à l'encontre du consensus social selon lequel on devrait s'intéresser uniquement à ce qu'il y a de bon dans la famille: en quoi elle est différente, et meilleure que le reste du monde. Nous pouvons aussi déranger parce que nous n'expliquons les rapports familiaux ni en termes de caractéristiques physiologiques ou psychologiques des êtres humains, masculins ou féminins, ni en termes de désirs et de choix de personnes individuelles. Ceci porte

atteinte au consensus selon lequel la famille est particulièrement bénéfique à la société car, dit-on, c'est un domaine où les gens se comportent de manière quasi-naturelle, et où la primauté est toujours donnée aux besoins individuels. Nous croyons, au contraire, que la famille est une structure sociale, tout autant que, disons, le capitalisme industriel, et que les choix dans la vie de famille sont aussi totalement construits et contraints qu'ils le sont, par exemple, sur le marché du travail. Les familles aussi doivent être analysées en tant qu'institutions sociales et en tant qu'institutions *socio-économiques* : comme des systèmes hiérarchiques de rapports sociaux structurés autour de la production, la consommation et la transmission de la propriété. Les rapports familiaux peuvent comporter, et comportent effectivement, de l'exploitation économique, même si idéologiquement, des mots aussi rudes que « *économique* » et « *exploitation* » sont censés ne pas être appropriés au monde confortable et doux de la maison.

Notre approche peut aussi surprendre ceux qui sont familiers des récentes études universitaires, dans la mesure où nous sommes des féministes radicales et que nous utilisons néanmoins une méthodologie marxiste. Le féminisme radical et le marxisme ont souvent été présentés comme antithétiques ; pourtant, non seulement nous pensons que les hommes sont les premiers bénéficiaires de la subordination des femmes dans la société occidentale, mais encore nous pensons qu'une approche marxiste est celle qui permet le mieux de comprendre pourquoi et comment les hommes oppriment les femmes.

L'analyse par le matérialisme historique a été développée par Marx comme un moyen de comprendre différentes formes d'exploitation. Il est parti des différentes formes d'oppression dont souffrent différents groupes dans différentes sociétés, il a décrit les divers systèmes socio-économiques ayant produit ces expériences, et il a rendu compte de leur genèse et de leur perpétuation. Son génie a été d'avoir reconnu l'importance du travail accompli par certains, les rapports dans lesquels ce travail est accompli, et comment ces rapports ont changé au cours du temps, en expliquant les situations des travailleuses et la manière dont ils et elles les ont vécues.

Le projet de Marx – comprendre les formes d'exploitation – a vu le jour avec sa participation aux mouvements politiques qui luttèrent pour changer le sort de groupes subordonnés. Il a voulu comprendre la nature de l'exploitation capitaliste, pour changer le monde et améliorer

la situation des pauvres au milieu du 19^e siècle en Europe, dans le cadre de sa participation au mouvement international des travailleur-euses de son époque. Il a affirmé que la dynamique du changement social viendrait principalement, à l'avenir, comme ce fut le cas dans le passé, des « antagonismes de classes » qui sont au centre des rapports capitalistes, et des transformations technologiques en lien avec la production. Les femmes ont souvent été un sujet d'étude, et le matérialisme historique est bien établi, mais utiliser la méthodologie marxiste pour étudier ce qu'il a ignoré, à savoir les rapports de sexe/genre et l'oppression des femmes, nous permet de mieux comprendre des pans entiers de leur expérience – dont les rapports basés sur « l'amour » – pratiquement jamais remis en question par une vision idéaliste et individualiste. Une approche matérialiste nous permet de voir et de comprendre des rapports précédemment non reconnus comme étant des « rapports de classe » entre les hommes et les femmes (en tant qu'acteurs socialement, et non biologiquement, définis), et nous aide à repenser l'histoire de la famille dans le monde occidental comme un processus continu fait de luttes de genres et de générations.

Contrairement à certaines féministes radicales, nous ne croyons pas que les hommes ont toujours et partout dominé les femmes, selon les mêmes modalités et pour les mêmes raisons qu'aujourd'hui, surtout si une telle perspective sous-entend un quelconque rapport avec la bonne ou la mauvaise « nature » des hommes et des femmes. Ce que nous proposons ici, pour comprendre le statut des femmes dans la société contemporaine occidentale, c'est une analyse féministe radicale, applicable – ou non – à d'autres époques et à d'autres lieux, qui prend en compte les avantages qu'obtiennent les hommes (en tant que groupe socialement constitué) en usant et en abusant des femmes.

Mais nous sommes également critiques à l'égard des féministes marxistes qui continuent de produire des écrits marxistes centrés sur le sexe masculin (comme nous le montrerons dans les deux chapitres suivants). Nous croyons que notre travail démontre une nouvelle fois, dans un nouveau champ, combien la méthodologie marxiste peut être productive. Mais ni nous ni personne ne peut prendre à la lettre les écrits de Marx pour comprendre l'oppression des femmes, dans la mesure où il n'était pas lui-même concerné par cette question.

Ce but ambitieux, et la menace qu'il fait peser sur tant de sensibilités, explique pourquoi nous avons mis longtemps à écrire ce livre.

